

## La CDPQ adore pétrole et paradis fiscaux mais ne finance pas les aspects rentables d'un plan de sortie du pétrole

Consternée, mais sans que la gauche politique et sociale du Québec ne relèvent le gant, le peuple québécois découvre que la Caisse de dépôt et de placement du Québec (CPDQ) investit de plus en plus dans les entreprises liées au pétrole, particulièrement au pétrole sale<sup>1</sup>, et non pas de moins en moins comme le font plusieurs fonds de placement aiguillonnés par la jeunesse universitaire<sup>2</sup>. Cette mentalité de rentabilité maximum dut-elle détraquer la civilisation se conjugue à la propension de la CDPQ à placer ses sous de plus en plus dans les paradis fiscaux<sup>3</sup>... se moquant du rapport de la députation, même libérale !, allant dans le sens contraire<sup>4</sup>... au point d'émouvoir jusqu'au nouvel éditeur du Devoir<sup>5</sup>. Décidément, la Caisse n'a plus de retenu au point de devenir une accapareuse de terres agricoles conjointement avec le larron Fonds de solidarité de la FTQ<sup>6</sup>. Pareil comportement antisocial et anti-écologique ne mérite-il pas une faramineuse rémunération de ses dirigeants<sup>7</sup> ?

### La vacuité de l'argument-choc du vieillissement de la population

La Caisse a des arguments capables de convaincre le citoyen lambda enfirouapé dans la logique du système. Soit, le Québec vieillit encore plus rapidement que les autres provinces<sup>8</sup>. En résulterait qu'augmenter la contribution des salariées et des employeurs au régime des rentes en proportion du salaire brut afin d'améliorer le trop bas ratio de remplacement du revenu d'emploi de la RRQ de 25% à 33%... embêterait les employeurs du Québec qui ne seraient pas capables de suivre le rythme du restant du Canada... surtout qu'ils peuvent parasiter le supplément de la sécurité de vieillesse fédérale<sup>9</sup>. À la pingrerie du capital s'ajoute le fait que le taux de dépendance croît... mais culminera peu après 2030... lequel sera sensiblement moindre que le même taux en 1960 alors que les *baby boomers* étaient aux études ou aux couches<sup>10</sup>. Le Québec n'entraîne-t-il pas alors dans une période de grande prospérité dont l'Expo 67 reste le symbole ? Non seulement le Québec avait-il le moyen de se payer l'Expo mais surtout celui de se doter en même temps de systèmes d'éducation, de santé et de transport... sans faire banqueroute. Si le Québec d'alors pouvait compter sur le dynamisme d'une jeunesse nombreuse, il peut compter aujourd'hui sur une vieillesse de plus en plus instruite, en santé et présente sur le marché du travail<sup>11</sup>.

Pourquoi la Caisse se verrait-elle alors obligée de compenser ce vieillissement par des taux de rendement élevés — 10.2% l'an sur les derniers cinq ans<sup>12</sup> — afin que les retraités soient capables de toucher la pension promise, ce qui à ses yeux justifie tous les paradis fiscaux, toutes les pollutions et toutes les rentes issues des ressources naturelles et des infrastructures ? On voit le but politique : enchaîner par la sécurité vieillesse les salariées à la rentabilité du capital dut-elle dépendre non seulement du pillage de la nature mais aussi de leur exploitation dont la réduction de leurs salaires et avantages sociaux actuels... ce qui annonce des pensions réduites. Voilà le prolétariat enfermé à la fois dans un cul-de-sac économique et un piège politique quand ce n'est

---

1 Alexandre Shields, [La Caisse de dépôt augmente à un milliard son investissement dans la pétrolière TransCanada](#), Le Devoir, 28/04/17

2 Alexandre Shields, [L'Université Laval s'éloigne des énergies fossiles](#), Le Devoir, 16/02/17

3 Marie-Michèle Sioui, [Sabia défend les investissements de la Caisse](#), Le Devoir, 3/05/17

4 Marco Bélair-Cirino, [Combattre l'évasion fiscale en 38 mesures](#), Le Devoir, 6/04/17

5 Robert Dutrisac, [Québec doit s'attaquer aux paradis fiscaux](#), Le Devoir, 10/04/17

6 Québec solidaire, [Accaparement des terres agricoles: Québec solidaire s'inquiète de la consolidation des terres agricoles et s'oppose à la transaction entre Pangea, la CDPQ et le Fonds FTQ](#), communiqué, 21/04/17

7 Julien Arseneault, [Les dirigeants de la Caisse de dépôt ont empoché 11 millions en 2016](#), Le Devoir, 26/04/17

8 Ana Cristina Arezedo et Frédéric F. Payeur, [Vieillissement démographique au Québec: comparaison avec les pays de l'OCDE](#), Institut de la statistique du Québec, juin 2015 : annexe 1

9 Ruth Rose et Michel Lizée, [La réforme du Régime de pensions du Canada \(RPC\) : une opportunité ratée](#), Observatoire de la retraite, 13/08/16

10 Ana Cristina Arezedo et Frédéric F. Payeur, idem, figure 4

11 Denise Aubé et Karine Souffez, [Le vieillissement au Québec](#), Institut national de santé publique, 2016

12 Caisse de dépôt et de placement, [Rapport annuel 2016](#), page 3

pas un attrape-nigaud idéologique. Pour ajouter l'insulte à l'injure, cette rentabilité maximum serait à aller chercher de plus en plus hors Québec et même hors Canada quand ce n'est pas à s'accaparer des infrastructures privatisées<sup>13</sup>.

### **La Caisse n'a pas d'affaire dans le transport collectif**

On dira que l'ampleur du portefeuille de la Caisse — 271 G\$ — ne permet pas son emploi dans le cadre restreint de l'économie québécoise d'autant plus qu'un tel portefeuille bien balancé ne peut qu'être mondial. Tous les besoins de base du peuple québécois seraient-ils comblés, ou ce ne serait pas rentable de le faire ? Quant aux investissements hors Québec, seraient-ils socialement utiles et écologiquement soutenables ? On a vu plus haut que rentabilité ne rimait pas souvent avec ces conditions. N'y aurait pas des investissements à faire au Québec, créateur de bons emplois, lesquels en même temps qu'ils satisfassent des besoins d'ici ne contribueraient pas aussi au bien-être mondial ? Dans le cadre des Accords de Paris invitant à ne pas dépasser 1.5°C de réchauffement planétaire d'ici 2100 par rapport à l'époque pré-industrielle, ce qui signifie pour le Canada une réduction au moins des deux tiers des émanations de GES d'ici 2030 par rapport à 1990<sup>14</sup>, la Caisse pourrait financer à profit suffisant pour respecter son mandat un tas d'activités.

Les bonnes âmes citeraient la construction du Réseau électrique métropolitain (REM) comme exemple évident. Il est plutôt l'évidence d'un grand projet tape-à-l'œil pour rentabiliser tant « l'industrie de la corruption » que Bombardier dont la contribution à la « baisse [de GES] est insignifiante, à un cinquième d'un millièmme des émissions du Québec. [...] En réalité, en tenant compte des effets sur l'étalement urbain, il est probable que le projet ferait augmenter les émissions... »<sup>15</sup> Le « grand virage »<sup>16</sup> porté par la Coalition climat Montréal serait plus prometteur. Il n'en reste pas moins que dans l'optique du transport collectif comme service public, encore plus comme service public gratuit, ce à quoi il faut tendre à moyen terme — sur 10 ans dit la plateforme Solidaire de 2014 — afin de créer une grande mobilisation seule capable de faire bouger les plaques tectoniques du statu quo, la Caisse n'y a aucun rôle à jouer sinon comme banque d'État cautionnée par la fiscalité générale.

### **La Caisse a d'affaire dans l'élimination des GES d'origine commerciale et industrielle**

Il n'en est pas de même pour d'importants pans de la lutte contre les GES. Le secteur du camionnage léger compte pour 10%, en 2014, des émanations québécoises totales de GES sans compter qu'il est celui connaissant la croissance la plus rapide (4% du total des GES en 1990)<sup>17</sup>. Le camionnage lourd partage ce triste record (11% et 5%). Le bâtiment commercial et institutionnel est en hausse légère (6% et 5%) de même que l'agriculture (9% et 8%). Finalement

13 Ibid, page 10 et pages 38-39 : « Avec des investissements de 8,0 G\$ en infrastructures sur cinq ans, la taille du portefeuille a plus que doublé [...] une augmentation de l'exposition à l'Australie, aux États-Unis et, dans une moindre mesure, aux marchés en croissance. »

14 [Climate Action Tracker's Assessment of Canada's INDC](#) — "Fair Share". CAT est un consortium de recherche germano-néerlandais dont les évaluations des plans nationaux liés à la Conférence de Paris sur le climat font autorité et sont souvent citées. Plusieurs objectent que la cible canadienne est trop élevée pour le Québec lequel ne peut avoir recours à l'élimination « facile » du charbon et de l'extraction du pétrole. Voudrait-on avoir le problème de l'Ontario dépendante de l'industrie automobile à recycler et du nucléaire, qui n'est pas une alternative écologique, ou de l'Alberta pétrolière ? Le Québec, au contraire, jouit d'un surplus substantiel d'hydroélectricité disponible pour le transport électrique de même que d'une importante industrie de moyens de transport collectif.

L'IRIS pour le Québec recommande une baisse des émissions de GES de 52.7% pour 2030 par rapport à 1990. La cible de l'IRIS, tout comme celle de CAT d'ailleurs, est calculée en fonction de limiter la hausse de la température terrestre à 2°C d'ici 2100 et non 1.5°C. Ces cibles ne tiennent pas compte non plus de la nécessaire réduction des hydrocarbures non-énergétiques, par exemple les plastiques, dont la prolifération polluante fait sérieusement problème jusque dans les océans.

15 Transparence, [15 raisons pour lesquelles le projet de Réseau électrique métropolitain \(REM\) doit être rejeté](#), 2016

16 Luc Gagnon, [Le développement du centre-ville de Montréal a besoin d'un Grand Virage](#), Mémoire présenté à l'Office de consultation publique de Montréal, sur la Stratégie centre-ville, 26/10/16

17 Gouvernement du Québec, [Inventaire québécois des émissions de gaz à effet de serre en 2014 et leur évolution depuis 1990](#), 2016 : tableaux 2 et 5

la contribution de l'industrie, même si elle est en baisse, la crise de l'industrie des pâtes et papier n'y étant pas pour rien, reste un contributeur majeur aux GES (31%, 36%)<sup>18</sup>. Tous ces secteurs, pour l'essentiel, relèvent de l'entreprise privée. Il y a là pour la Caisse un rôle majeur à jouer comme partenaire financier, dans un plan public de mise en œuvre, pour atteindre la cible 2030 de réduction des deux tiers.

L'obligatoire électrification des camions légers, la construction d'un système cabotage-rail-transbordement — à nationaliser tout en faisant ses frais —, l'obligatoire mise à niveau écologique des bâtiments non résidentiels et l'électrification de leur climatisation, un programme de mesures aussi obligatoires pour l'agriculture et l'industrie auront à être financé en amont<sup>19</sup>. La beauté de la chose est que le remboursement avec intérêt occasionnera un débours moindre pour les bénéficiaires que leurs frais d'énergie initiaux à cause de l'application des mesures de conservation ou d'efficacité énergétique. Inutile de dire que l'ensemble de ces mesures sont rentables<sup>20</sup>. C'est la différence essentielle entre le financement des mégawatts d'une centrale hydroélectrique et celui des « négawatts » de la conservation/efficacité énergétique<sup>21</sup>.

### **Un plan de plein emploi écologique où la Caisse a sa place**

Ce qui est crucial n'est pas la participation en soi de la CDPQ mais le plan d'ensemble à être débattu à fond par la société civile, particulièrement celle populaire, puis ventilé en lois et règlements. C'est cet exercice démocratique qui garantira la ferme et rapide application du plan et sa capacité de soulever des montagnes afin de vaincre les blocages du capital financier, qui tentera d'orchestrer une fuite des capitaux, et du pouvoir fédéral qui essaiera d'imposer l'extractivisme pétrolier. Difficile de ne pas penser que l'expropriation de la Finance et que l'indépendance n'en viennent pas à s'imposer surtout à la jeunesse qui tient le plus au plein emploi écologique. En dix ans, la face du Québec peut en être changé tout comme l'économie de guerre en 1939-41, puis sa reconversion à la fin de la guerre, a bouleversé l'économie du Québec. Mais ce sera cette fois-ci dans l'intérêt du peuple québécois non pas de Canada/Québec Inc..

Ce plan comme épine dorsale de la plate-forme électorale 2018 de Québec solidaire est une occasion à saisir pour ressusciter l'espérance du peuple québécois qui ploie sous le fardeau des défaites dans la rue et dans les urnes. Il est aussi une nécessité stratégique comme contribution au sauvetage de la civilisation en faisant en sorte de « dépasser le capitalisme » comme le parti l'affirmait dans son manifeste du Premier mai. Alors le peuple québécois deviendra peut-être ce « quelque chose comme un grand peuple » dont parlait le fondateur du PQ. Mais on peut parier que le PQ n'a rien à foutre de cette orientation à qui il faut plutôt une alliance avec le mouvement social. En 2012, c'est Québec solidaire, par le Printemps érable, qui a reçu une bonne dose d'adrénaline. C'est maintenant le tour au parti de retourner l'ascenseur au mouvement social.

Marc Bonhomme, 8 mai 2017,

[www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com) ; [bonmarc@videotron.ca](mailto:bonmarc@videotron.ca)

---

18 Piller les forêts pour faire du papier, en particulier du papier-journal, est particulièrement anti-écologique en plus d'être énergivore. Une reconversion industrielle s'imposerait. S'imposeraient aussi un moratoire sur les nouvelles ou agrandissement d'alumineries pour privilégier la seconde transformation beaucoup moins polluante.

19 L'ampleur de la tâche imposera la participation de l'ensemble de la Finance dont la CDPQ, délivrée de l'emprise de la maximisation du profit, sera le chef d'orchestre.

20 Une partie des mesures ont un rapport coût-bénéfice qui ne permet pas une rentabilité même à long terme. C'est une décision politique de les obliger quand même quitte à les subventionner ou non par le budget public. Ces subventions, par exemple, pourraient être réservées aux PME.

21 C'est cette différence essentielle qui permettrait à la Caisse d'aussi financer l'obligatoire mise à niveau écologique du secteur résidentiel, surtout des petits propriétaires. Malgré son électrification majoritaire, ce secteur émet encore 5% des GES en 2014. C'est aussi cette caractéristique de « négawatts » qui permet de financer OSBL et gouvernements.